Burundi : implication d’officiels dans l’exploitation des minerais de "conflits"

@rib News, 11/04/2012 â€“ Source XinhuaCertains policiers et quelques agents de lâ€™administration territoriale Ã la base son
complices dans lâ€™accomplissement des actes frauduleux commis sur des gisements dâ€™or situÃ©s dans les communes de
Butihinda et de Mabayi, respectivement en province de Muyinga (Nord-est) et de Cibitoke (Ouest), a reconnu mardi
Damien Mbonicuye, directeur des Mines et CarriÃ¨res au ministÃ¨re burundais de lâ€™Energie des Mines.Intervenant lors
dâ€™un atelier de sensibilisation des mÃ©dias locaux sur la lutte contre lâ€™exploitation illÃ©gale des ressources naturelles, M
Mbonicuye a prÃ©cisÃ© que souvent ces complicitÃ©s frauduleuses policiÃ¨res et administratives sâ€™opÃ¨rent souvent dÃ¨s l
tombÃ©e de la nuit pour couvrir certains individus occupÃ©s Ã creuser illÃ©galement ces sites miniers avec le risque dâ€™Ãªtr
victimes des accidents comme lâ€™effondrement des blocs de montagne.
Il a rappelÃ© que la DÃ©claration du Sommet spÃ©cial de Lusaka sur la lutte contre lâ€™exploitation illÃ©gale des ressources
naturelles dans la rÃ©gion des Grands Lacs, signÃ© par 10 chefs dâ€™Etat africains des pays membres de la ConfÃ©rence
Internationale sur la RÃ©gion des Grands Lacs (CIRGL) le 15 dÃ©cembre 2010, sâ€™inscrit en faux contre des conflits
Â«Â endÃ©miquesÂ Â» et de lâ€™insÃ©curitÃ© persistante causÃ©s par des groupes armÃ©s installÃ©s dans la rÃ©gion des
financÃ©s Ã travers lâ€™exploitation illÃ©gale et le commerce illicite des minerais dont en particulier lâ€™Or, le Colombo-Tant
Wolframite et la CassitÃ©rite.M. Mbonicuye a affirmÃ© par ailleurs que le Burundi fait face Ã une carence en ressources
humaines pour pouvoir sâ€™acquitter dâ€™un des engagements de la DÃ©claration de Lusaka portant sur la mise en place dâ
Â«Â MÃ©canisme de Certification RÃ©gionaleÂ Â» en vue de se conformer aux exigences du marchÃ© rÃ©gional et internation
aux fins de transparence dans le commerce des minerais.Les 10 Etats signataires de la DÃ©claration de Lusaka sur la
lutte contre lâ€™exploitation illÃ©gale des ressources naturelles sont lâ€™Angola, le Burundi, la Centrafrique, le Congo, la RDC
Kenya, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et lâ€™Ouganda.